

- Membres théoriques :
20
- Membres en exercice :
20
- Membres présents :
13
- Pouvoirs :
3
- Votants :
16

**CONSEIL D'ADMINISTRATION DU
SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**



EXTRAIT DES DELIBERATIONS

CONTRIBUTIONS COMMUNALES OU INTERCOMMUNALES POUR 2024

Le 04 décembre 2023, le Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 17 novembre 2023, s'est réuni à la Direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (11 membres) avec 13 membres présents, l'assemblée peut valablement délibérer.

Étaient présents : Monsieur André GAUTIER, Président,

I. Membres du Conseil d'administration avec voix délibérative :

Titulaires

Mmes Pierrette CANU, Louisa COUPPEY, Virginie LUCOT-AVRIL, Christine MOREL.

MM. Nicolas BERTRAND, Olivier BUREAUX, Gérard COLIN, Bastien CORITON, Julien DEMAZURE, Didier TERRIER, Jean-Pierre THEVENOT.

Suppléant

M. Pierre AUBRY.

II. Membres avec voix consultative :

MM. le Colonel hors classe Stéphane GOUZEC, le Colonel Thierry SENEZ, le Commandant Julien HURE, l'Adjudant-Chef Bertrand BOCLET, Monsieur Kamal KEHILA, payeur départemental par intérim.

III. Membre de droit :

M. Jean-Benoît ALBERTINI, Préfet de la Seine-Maritime.

IV. Pouvoirs :

Madame Dominique TESSIER à Monsieur André GAUTIER.

Monsieur Guillaume COUTEY à Monsieur Bastien CORITON.

Monsieur Florent SAINT-MARTIN à Madame Louisa COUPPEY.

Étaient absents excusés :

Mmes Chantal COTTEREAU, Claire GUEROULT, Marie-Agnès POUSSIER-WINSBACK – représentée, Dominique TESSIER.

MM. Guillaume COUTEY, Dominique METOT, Nicolas ROULY, Florent SAINT-MARTIN, le Lieutenant-Colonel Hervé TESNIERE, le Capitaine Nicolas VACLE, le Lieutenant Jérôme ANQUETIL, l'Adjudant-Chef Philippe SEVESTRE – représenté.

Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

Projet d'établissement		
Les Politiques	Les Axes Stratégiques	Les Segments de Travail
<i>Sociétale</i>	<i>Assurer un service de qualité sur le territoire</i>	-
<i>Ressources et moyens</i>	-	-

*

* *

Vu :

- *le Code Général des Collectivités territoriales, notamment ses articles L.1424-35 et R.1424-32,*
- *la loi n°2015-991 modifiée du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, dite loi NOTRe,*
- *la délibération 2018-CA-38 relative aux modalités de répartitions des contributions communales ou intercommunales,*
- *la délibération DCA-2022-063 relative aux contributions communales pour 2023.*

*

* *

L'enveloppe des contributions des communes et des Etablissements Publics de Coopération Intercommunales (EPCI) est révisée chaque année sur la base de la progression de l'indice des prix à la consommation constatée sur une année ; pour le Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime (Sdis 76) l'indice de référence est celui de septembre.

Pour 2024, l'inflation constatée s'établit à 4,9 % (Septembre 2022 - Septembre 2023, ensemble des ménages).

Conscient du contexte économique qui pèse notamment sur les collectivités, il est proposé de minorer à 3,5 % l'inflation retenue pour les contributions appelées auprès des communes et EPCI.

Le montant total des contributions 2023 s'élevait à 38 824 794 € ; soit les montants d'enveloppes de zone suivants :

	Contribution brute 2023
Enveloppe zone A	18 698 266 €
Enveloppe zone B	12 324 925 €
Enveloppe zone C	7 801 603 €

En conséquence, le montant total des contributions 2024, après application de l'inflation, est arrêté à 40 183 669 € ; soit les montants d'enveloppes de zone suivants :

	Contribution brute 2024
Enveloppe zone A	19 352 706 €
Enveloppe zone B	12 756 295 €
Enveloppe zone C	8 074 668 €

Au vu des éléments de calculs indiqués en annexes n° 1 et 2, le montant des contributions individuelles 2024 de chaque contributeur est indiqué en annexe n° 3.

Le montant de cette dépense obligatoire sera notifié aux maires et aux présidents d'EPCI avant le 1^{er} janvier 2024.

A l'instar de l'année passée, les contributeurs auront le choix, d'ici au 15 janvier 2024, entre deux options de paiement (sans mandatement préalable) selon la modalité suivante :

- soit le paiement mensuel d'1/12^{ème}, le 26 janvier 2024 puis aux alentours du 20 de chaque mois jusqu'à décembre 2024,
- soit le paiement unique au 19 février 2024.

En l'absence de réponse à cette échéance, un débit d'office unique à la date du 19 février 2024 sera opéré.

*

* *

Par ailleurs, il est constaté que le dispositif de convergence, validé par le Conseil d'administration en décembre 2018, ne permettra pas d'atteindre à moyen terme l'objectif d'harmonisation (en euros par habitant) des contributions des communes appartenant à la même classification du Schéma départemental d'analyse et de couvertures des risques (Sdacr).

Toutefois, l'inflation appliquée à ces contributions limite les effets de cette convergence.

La convergence au sein de chaque catégorie du Sdacr est assurée par la part population, dont le taux fixé en 2018 à 4,75 % n'a pas été réajusté depuis.

Sans remettre en question le mode de calcul des contributions, il est nécessaire d'accroître le rythme de leur convergence en majorant le taux de cette part population.

Il est donc proposé de travailler dès le début de l'année 2024, pour une application en 2025, sur le réajustement de ce taux afin de parvenir à un coût équivalent par habitant des communes de la même strate du Sdacr à l'horizon 2028.

*

* *

Sur le rapport remis sur table et après en avoir délibéré, les membres du Conseil d'administration adoptent ce dossier par 15 votes pour et 1 abstention.

Le Président du Conseil d'administration,

Signé électroniquement, le 05/12/2023
Andre GAUTIER, Président CASDIS

André GAUTIER

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20231204-DCA-2023-073-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 05/12/2023

Affichage : 07/12/2023

Pour l'autorité compétente par délégation

